

PUBLICATION MENSUELLE SUR L'ÉTAT DE LA CONJONCTURE LUXEMBOURGEOISE

Les recettes fiscales s'effondrent

La crise économique déclenchée par la pandémie du COVID-19 et les mesures prises en réaction par le gouvernement luxembourgeois gonflent les dépenses de l'Etat, alors que les recettes dérapent. Au 2^e trimestre 2020, les impôts encaissés ont reculé d'1/4 sur un an.

A l'issue du premier semestre 2020, l'Etat a collecté 1.1 Mia EUR d'impôts de moins que l'année passée, soit un net repli de 12.5%. Tandis que le bilan était déjà légèrement négatif au 1^{er} trimestre [-1.8% sur un an], les rentrées ont pleinement encaissé le coup au 2^e [-25%].

Le fisc a subi un double choc: celui de la dégradation des bases fiscales (notamment les salaires, les bénéficiaires et la consommation) et celui de l'allongement des délais de paiements d'impôts. L'Etat avait accordé des délais supplémentaires pour soulager les acteurs économiques rencontrant des problèmes de trésorerie. Le déconfinement et l'encaissement des impôts reportés devraient soutenir le rebond des recettes fiscales sur la deuxième moitié de l'année. Au total toutefois, les recettes fiscales - à l'instar de leurs bases - ne retrouveraient pas en 2020 et 2021 les niveaux anticipés avant l'avènement de la crise.

Domage collatéral

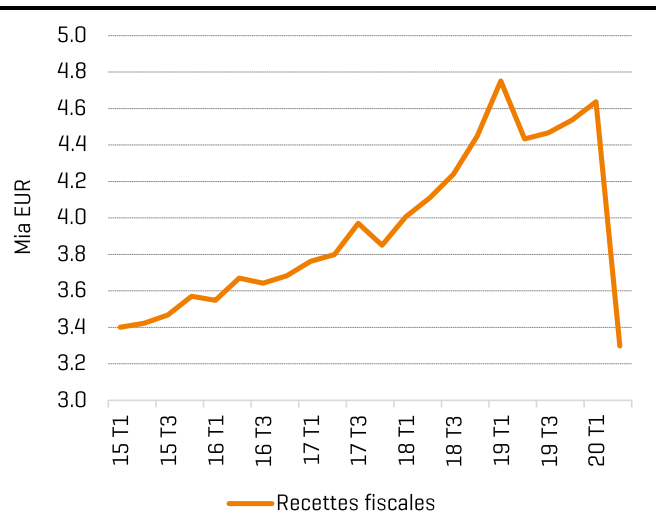
Le recul des impôts enregistré au premier semestre 2020 provient surtout des impôts sur les sociétés (-680 Mio EUR sur un an). Ces derniers ne faiblissent pas uniquement suite à la crise COVID-19: déjà au 1^{er} trimestre, ils se comparaient très défavorablement aux rentrées exceptionnellement élevées du début de 2019 (près de -300 Mio EUR). Au 2^e trimestre, l'annulation des avances trimestrielles et les autres délais de paiements accordés ont réduit les encaissements de moitié par rapport à l'an dernier.

Les recettes de TVA et les droits d'accises avaient encore progressé de quelque 4% sur un an au 1^{er} trimestre, avant de s'effondrer de plus de 35% au 2^e. Cette évolution se traduit par des moindres recettes de respectivement 320 et 130 Mio EUR à l'issue du premier semestre de l'année.

L'affaiblissement des recettes d'accises reflète celui des ventes de carburants et tabacs principalement. Ces dernières ont souffert du confinement et des limitations de déplacements transfrontaliers, mais ont commencé à se redresser avec la fin des restrictions. Cette reprise devrait cependant être limitée par le ralentissement économique (moins de ventes aux transporteurs routiers), le recours encore significatif au télétravail et les limitations récemment mises en place par le gouvernement français quant au transport de cigarettes.

Un rattrapage est plus probable du côté de la TVA, comme la chute enregistrée découle en partie des délais de déclarations et de

RECETTES FISCALES TOTALES (HORS COTISATIONS SOCIALES)



Sources: Administrations fiscales, STATEC (données désaisonnalisées)

paiements supplémentaires accordés, ainsi que du remboursement accéléré de la TVA payée en amont. Au final, il y aura tout de même une perte sèche directement liée au tassement de la base fiscale.

Les impôts sur les ménages résistent

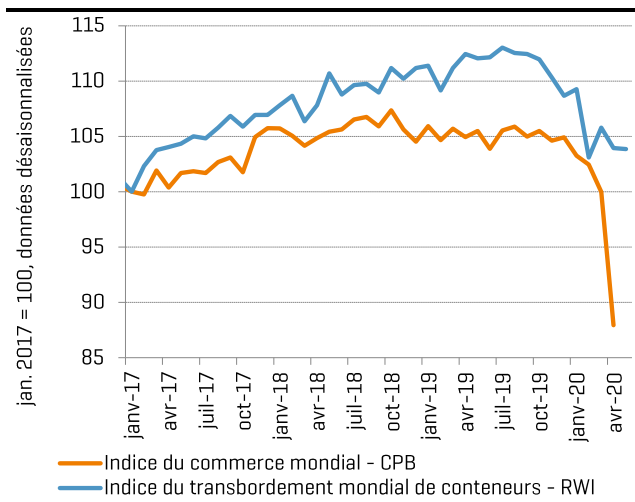
Contrairement aux autres grandes catégories d'impôts, ceux perçus sur les revenus des ménages ont continué à progresser au 2^e trimestre, quoique moins rapidement [+2.6%, soit +80 Mio EUR sur un an à l'issue du 1^{er} semestre]. Notamment grâce au dispositif élargi du chômage partiel, les pertes de revenu ont été limitées, de sorte que l'impôt retenu sur traitements et salaires a encore progressé de près de 6% sur un an au 1^{er} semestre. Le ralentissement reflète ainsi surtout l'affaiblissement de l'impôt sur les revenus de capitaux [-23% sur un an au 2^e trimestre] et de la partie de l'impôt fixé par voie d'assiette [-28%, suite probablement au report de la date limite pour la remise de la déclaration d'impôt au 30 juin].

Pour l'ensemble de 2020, le STATEC¹ s'était attendu à un repli marqué des recettes publiques totales de plus de 5%, suivi d'un rebond de taille similaire l'année prochaine. Comme, parallèlement, les dépenses devraient s'envoler cette année (+12% anticipé), les caisses de l'Etat enregistreraient un net déficit de 6%.

¹ Prévisions publiées en juin dans la Note de Conjoncture 1-2020.

International

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS



Sources: CPB Netherlands, RWI/ISL

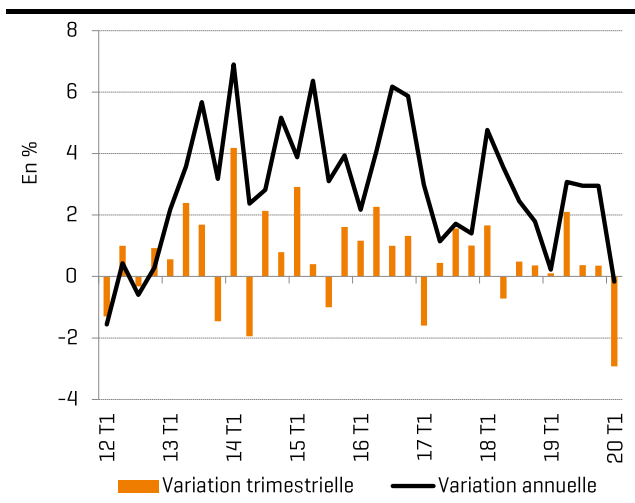
La chute du commerce mondial bientôt stoppée?

La crise sanitaire liée au COVID-19 a entraîné un repli majeur des échanges mondiaux de marchandises, comparable pour le moment à celui observé au croisement de 2008 et 2009 lors de la Grande Récession. Entre décembre 2019 et avril 2020, il a chuté de plus de 15%, avec une baisse des exportations et importations de biens particulièrement marquée dans les économies avancées, en particulier celles de la zone euro (victimes à la fois d'une forte diminution de la consommation des ménages et des investissements).

Certains signes de stabilisation émergent néanmoins. Les données du mois de mai viennent confirmer la tendance de stagnation observée au cours des mois précédents sur le volume du trafic portuaire de conteneurs. Du côté du fret aérien, le volume recensé par l'association internationale du transport aérien (IATA) montre, en mai également, un léger rebond par rapport à avril (mais une baisse de quelque 20% par rapport à mai 2019). Enfin, les douanes chinoises ont communiqué de très bons chiffres pour les exportations et les importations en juin (avec des hausses de respectivement 0.5% et 2.7% sur un an).

Activité économique

PIB EN VOLUME



Source: STATEC (Comptes nationaux, données désaisonnalisées)

Activité faible au 1^{er} trimestre, très faible au second

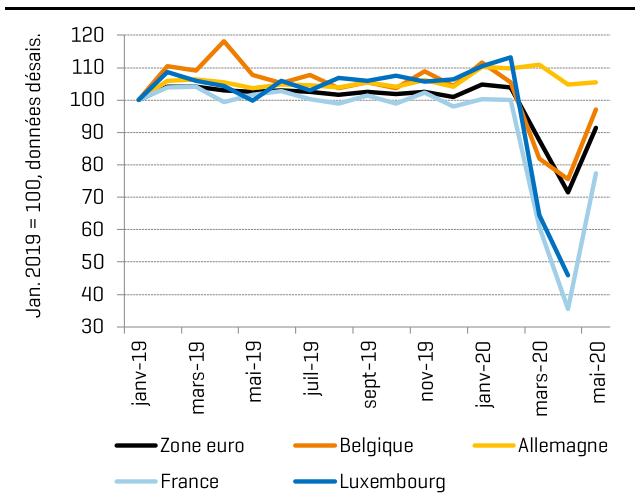
Le PIB du Luxembourg s'est nettement replié au 1^{er} trimestre 2020, de 2.9% par rapport au trimestre précédent (-0.2% sur un an). Cette baisse d'activité, relativement comparable à celle observée pour la zone euro (-3.6% sur un trimestre), relève principalement des mesures de confinement mises en place dans le cadre de la pandémie du COVID-19 à partir de la mi-mars. Elles ont particulièrement affecté les performances de plusieurs catégories de services non financiers (commerce, transports, Horeca et secteur de l'intérimaire entre autres) et de la construction.

Côté dépenses, la consommation des ménages s'est repliée de 5% sur un trimestre (comme dans la zone euro) et l'investissement de 18% (surtout dans les ouvrages de génie civil et le matériel de transport).

La confiance des entreprises et des ménages a atteint un point bas en avril. Le redressement observé depuis ne devrait pas empêcher le PIB d'enregistrer un recul d'au moins 10% au 2^e trimestre, car c'est sur cette période que les contraintes liées au confinement auront été les plus marquées.

Construction

PRODUCTION DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION



Source: Eurostat

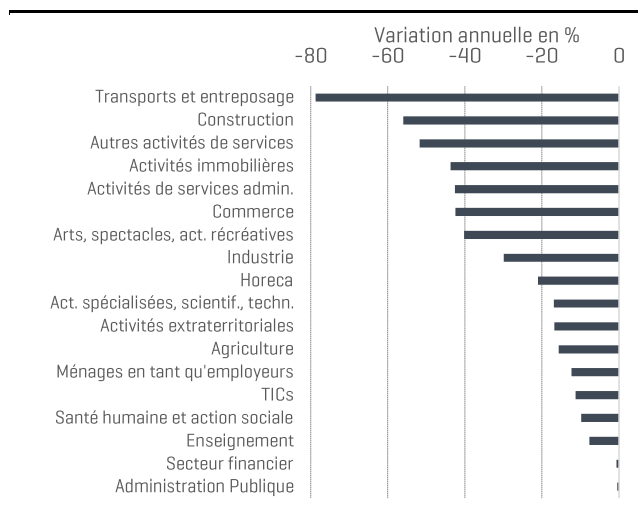
Un choc prononcé pour le Luxembourg

Suite à la fermeture des chantiers (du 20 mars au 20 avril) la production du secteur luxembourgeois de la construction a fortement chuté en mars et avril. Comparé aux autres pays de la zone euro, la baisse d'activité a été relativement forte au Grand-Duché, surtout dans les domaines du bâtiment et génie civil (le repli a été moins prononcé pour les travaux de parachèvement et les installations techniques).

Les données pour mai ne sont pas encore disponibles au niveau national mais elles devraient logiquement montrer un rebond, à l'image des chiffres déjà divulgués par d'autres pays européens. La confiance des entrepreneurs luxembourgeois de cette branche n'a cependant pas marqué de remontée en mai, mais seulement à partir de juin, sous l'effet principalement de meilleures perspectives en matière d'emploi. Dans l'enquête de conjoncture de juin, encore près de 90% des entreprises interrogées jugent que le coronavirus constitue un frein à leur activité (contre seulement 60% dans l'industrie).

Marché du travail 1/2

HEURES OUVRÉES EN AVRIL 2020



Source: IGSS (Heures ouvrées payées déclarées, données préliminaires)

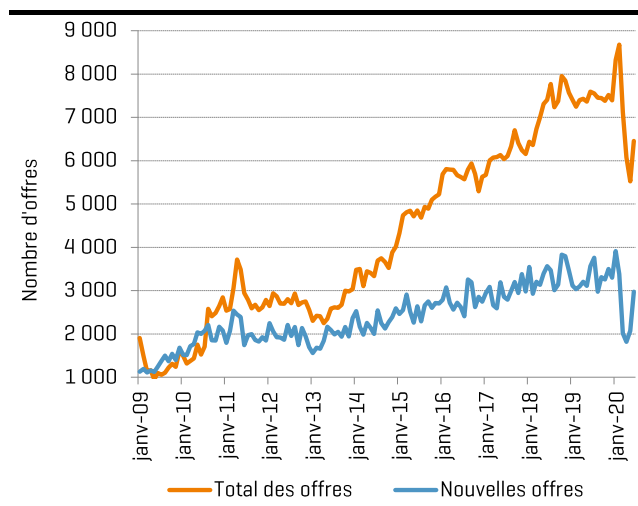
Un fort impact sur les heures travaillées

Dans le cadre de la crise actuelle, les mesures de soutien à l'emploi - chômage partiel et congé pour raison familiales (CPRF) - ont permis à celui-ci de bien résister. Par contre, l'impact est beaucoup plus marqué au niveau des heures de travail. En avril, les heures ouvrées ont baissé de 26% sur un an suite au confinement et ont engendré une baisse de la durée de travail moyenne (par personne) quasiment équivalente. Ainsi, 16,2 Mio d'heures ont été chômées en avril (dont 13,6 Mio en chômage partiel, le reste en CPRF). En équivalent temps plein, il s'agit au total, pour ces deux mesures, de 88 400 personnes.

La baisse des heures ouvrées a été particulièrement forte dans les transports [-79% sur un an], la construction [-56%] et les autres services [-52%, coiffeurs notamment], toujours à cause du recours au chômage partiel. Le congé pour raisons familiales a été le plus utilisé dans les activités immobilières (en moyenne 13 heures par personne en avril), le commerce et les services aux entreprises (9 heures chacune), mais son impact est bien moindre que pour le chômage partiel. Dans le secteur financier et la santé, on enregistre par ailleurs une hausse des heures supplémentaires [de resp. +18% et +6%].

Marché du travail 2/2

OFFRES D'EMPLOI



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Les offres d'emploi remontent légèrement

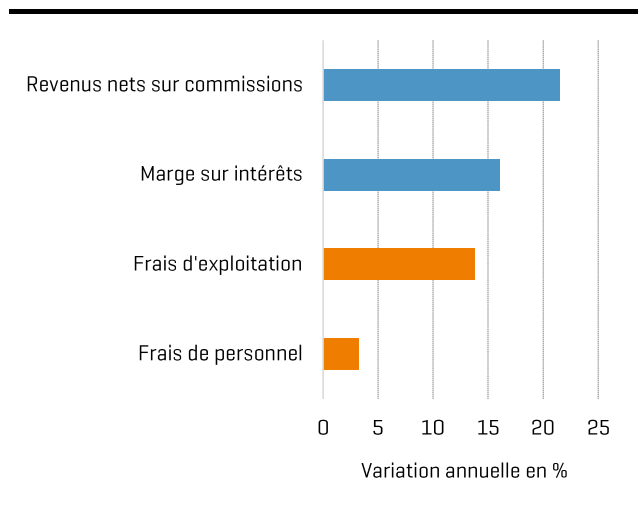
Les offres d'emploi non satisfaites (OENS) déclarées à l'ADEM remontent légèrement en mai et juin, après avoir baissé fortement de mars à avril suite au shutdown de l'économie. Néanmoins, signe de l'état toujours fragile du marché du travail, le niveau des postes vacants pointe à quelques 2 000 unités de celui enregistré au début de l'année.

Signe encourageant, le rebond de juin provient surtout des branches les plus fortement frappées par la crise: le commerce, l'Horeca et les services aux entreprises (y.c. l'intérim). Les offres dans les transports avaient déjà repris en mai tandis que la plupart des déclarations émane des services aux entreprises (plus de 3 000 en juin).

Dans l'ensemble, les derniers indicateurs semblent confirmer les prévisions du STATEC publiées en juin. Ainsi, l'emploi a repris une tendance légèrement ascendante depuis mai et se dirige vers une hausse annuelle d'environ 1%. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, n'augmente plus depuis avril mais devrait terminer l'année sur une hausse d'un bon point de % du fait de la flambée de mars/avril.

Secteur financier 1/2

RÉSULTATS DES BANQUES AU LUXEMBOURG AU 1^{ER} TRIMESTRE



Source: CSSF

La volatilité des marchés rapporte aux banques

Au 1^{er} trimestre 2020, les principaux revenus des banques ont augmenté de 19% sur un an, portés à la fois par une accélération des commissions nettes encaissées [+22%] et par une progression de la marge d'intérêt [+16%]. Malgré la dégringolade des bourses entre la mi-février et la mi-mars, le montant d'actifs sous gestion est resté supérieur à celui détenu au 1^{er} trimestre 2019 et la hausse du nombre de transactions a dynamisé le nombre de commissions reçues. La marge d'intérêt a été soutenue par le gonflement des bilans dont une partie est liée aux relocalisations d'actifs dans le cadre du Brexit.

Ces relocalisations liées au Brexit ont de l'autre côté continué de peser sur les frais d'exploitation et/ou de personnel des banques concernées. Elles contribuent pour un tiers de la hausse des frais du secteur bancaire [+9% au total sur un an].

La progression plus forte des revenus que des frais a permis d'accroître le résultat net des banques de 23% sur un an et leur valeur ajoutée brute de 11%.

Secteur financier 2/2

Les moratoires sur prêts plébiscités

MESURES DE SOUTIEN DES BANQUES* FACE A LA CRISE COVID-19

	16 mars- 17 avril	20 avril- 15 mai	18 mai- 19 juin
	<i>En Mio EUR (décumulé)</i>		
Moratoires	3078	481	124
Prêts garantis par l'Etat	0	19	52
Autres prêts liés au Covid-19	74	0	1

* BCEE, BGL, BIL, Banque de Luxembourg, Raiffeisen, ING, Bank of China, banque BCP

Sources: CSSF, ABBL

Pour soutenir les entreprises et les indépendants exposés aux pertes de revenus et de trésorerie résultant de la crise actuelle, le gouvernement luxembourgeois a convenu plusieurs mesures d'aides financières dont des aides au crédit. Huit banques du pays se sont coordonnées sous l'égide de l'Association des Banques et Banquiers au Luxembourg pour octroyer aux professionnels en difficulté des crédits et des moratoires, c.-à-d. des reports de 6 mois maximum sur les remboursements de prêts en cours.

Le recours aux moratoires a été massif dès le début du confinement le 16 mars. Au 19 juin, plus de 17 000 moratoires ont été accordés (97% des demandes), pour un montant de 3.7 Mia EUR. Les entreprises, des PME principalement, ont aussi eu recours aux prêts pour pallier le manque de trésorerie. Les crédits garantis jusqu'à 85% par l'Etat comptent pour un quart du nombre de prêts liés à la crise contractés entre mars et juin, mais représentent près de la moitié du montant total (de 146 Mio EUR). Ce montant reste néanmoins faible considérant les 28 Mia EUR d'encours de crédits aux entreprises luxembourgeoises au 1^{er} trimestre 2020.

Tableau de bord

	oct-19	nov-19	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire										
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-7.2	-7.7	-12.6	-6.1	-4.5	-18.9	-32.4	...	...	-18.8	-0.5
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	1.0	1.3	-0.8	12.3	4.8	-36.1	-52.3	...	...	-28.7	7.5
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	3.9	5.5	0.7	4.8	7.7	-5.4	-23.3	...	...	-7.7	2.2
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	1.2	1.2	1.7	1.9	1.7	0.9	0.6	0.2	0.7	0.5	2.0
Inflation sous-jacente	1.6	1.6	1.7	1.8	1.8	1.4	1.8	1.6	1.6	1.7	2.0
Indice des produits pétroliers	-6.1	-5.0	1.0	6.6	-0.9	-10.0	-21.1	-25.2	-16.2	-20.9	2.5
Indice des prix à la production industrielle	-3.6	-3.7	-1.8	-1.9	-1.1	-2.6	-0.9	1.2	...	-0.8	0.4
Indice des prix à la construction ¹	2.7	2.7	2.7	2.9	2.9	2.9	3.2	3.2	3.2	3.2	3.3
Coût salarial moyen par personne (CNT)	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	...	...	...	0.1	3.3
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	-1.8	-7.8	-7.7	-5.9	-0.2	-12.9	-33.3	...	...	-16.2	2.3
Importations de biens en volume	-2.1	0.4	7.4	-4.6	-5.1	-13.5	-39.7	...	...	-19.7	3.9
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	3.7	3.7	3.5	3.6	3.5	1.6	0.8	1.6	1.4	1.3	3.6
Emploi national	2.7	2.7	2.7	2.9	2.9	1.8	1.1	1.7	1.5	1.5	2.6
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	5.3	5.4	5.4	5.5	5.5	6.1	7.0	7.0	7.0	7.0	5.4

Source: STATEC

Les données en couleur sont des estimations, cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2018 T4	2019 T1	2019 T2	2019 T3	2019 T4	2020 T1
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.4	0.5	0.1	0.3	0.1	-3.6
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	0.4	0.1	2.1	0.4	0.4	-2.9
	Variation annuelle en %					
	2016	2017	2018	2019	Prévision 2020	Prévision 2021
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	4.6	1.8	3.1	2.3	-6.0	7.0
PIB en valeur 2019: 63 516 Mio EUR						
Salaire minimum mensuel (depuis le 01/01/2020): 2 141.99 EUR	Indice des prix à la consommation (06/2020) - base 1 ^{er} janvier 1948: 876.79					
Balance courante (T1 2020): 956 Mio EUR	Moyenne semestrielle de l'indice rattaché au 1 ^{er} janvier 1948 (06/2020): 876.56					
Population résidente (01/01/2020): 626 108	Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: 2022					

STATEC

info@statec.etat.lu
(+352) 247-84219
www.statistiques.lu

Pour en savoir plus:

Cathy Schmit
Cathy.Schmit@statec.etat.lu
(+352) 247-88459

Ferdy Adam
Ferdy.Adam@statec.etat.lu
(+352) 247-84217

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source